

29 janvier 2021

Évolutions monétaires – France • Décembre 2020

Forte croissance de la composante française de M3

En rythme annuel, la croissance des dépôts à vue repart à la hausse en décembre (+ 22,8 %, après + 21,7 % en novembre et + 22,4 % en octobre) : l'encours est en progression de 260 Mds€ sur l'ensemble de l'année 2020 (après +112 Mds € en 2019).

L'agrégat M2 - M1 progresse (+ 9,7 % en rythme annuel, après + 8,2 % en novembre) sous l'effet conjugué de l'augmentation des encours de comptes sur livrets (+ 9,4 %, après + 9,2 % en novembre) et de dépôts à terme inférieurs à 2 ans (+ 11,0 % après + 2,8 %). Au total sur l'année, l'encours M2-M1 s'est accru de 79 Mds € (après +22 Mds € en 2019).

L'agrégat M3 - M2 progresse fortement en décembre, porté principalement par l'augmentation des encours de titres d'OPC monétaires (+ 20,4 %, après + 12,2 % en novembre).

Après prise en compte des engagements et avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro, la croissance de la composante française de l'agrégat M3 continue d'accélérer, atteignant en décembre 2020 + 17,5 % en rythme annuel (après + 15,3 % en novembre). C'est le point le plus haut depuis 1978, le pic précédent datant de mars 1993 (+17,3% en rythme annuel).

France : ressources monétaires des institutions financières monétaires

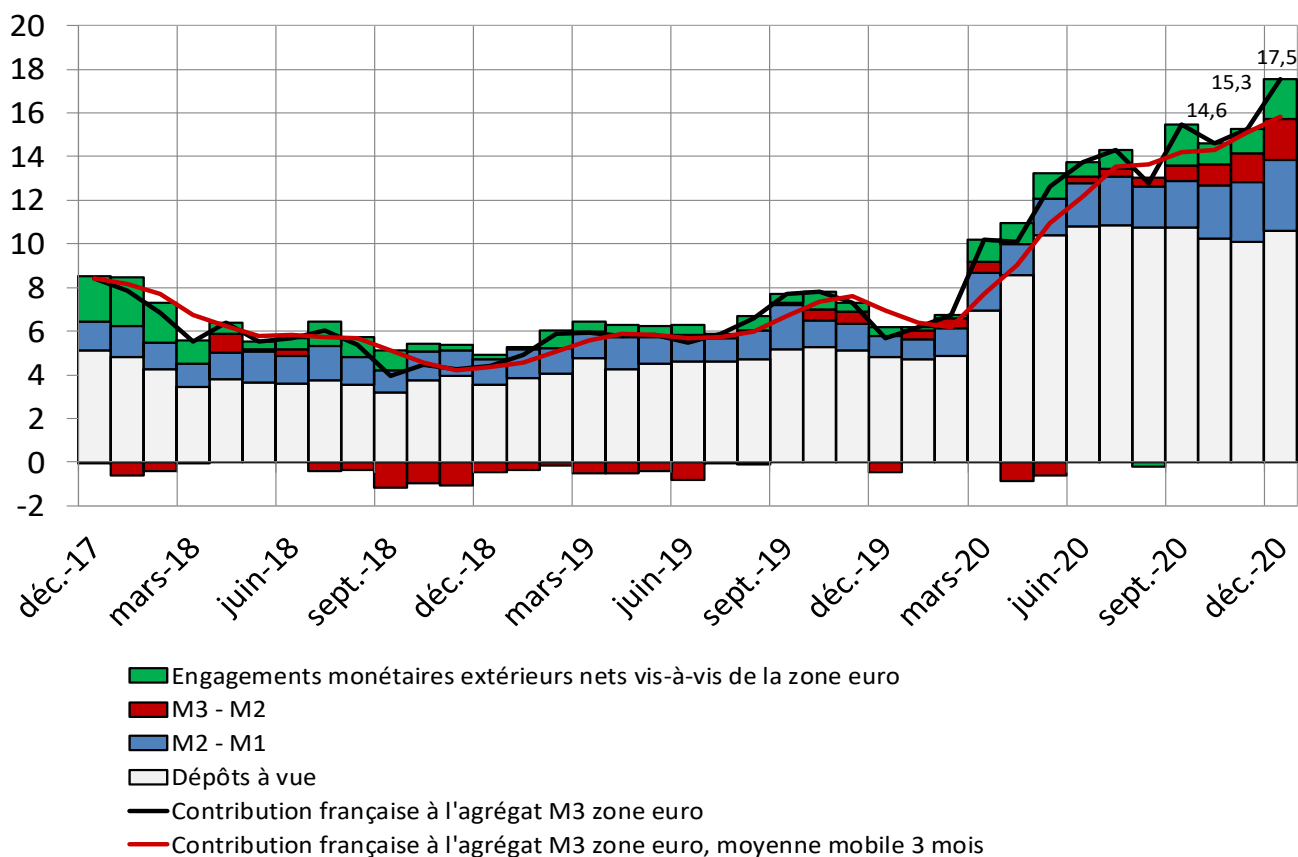
	Encours (en Mds €) (a)	Taux de croissance annuel (en %) (a)		
		déc-20	oct-20	nov-20
Dépôts à vue	1 399	22,4	21,7	22,8
= Ressources résidentes incluses dans M1	1 399	22,4	21,7	22,8
<i>Ressources résidentes incluses dans M1, moyenne mobile 3 mois</i>		23,2	22,5	22,3
Dépôts à terme ≤ 2 ans	127	0,7	2,8	11,0
+ Comptes sur livret	768	8,5	9,2	9,4
= Ressources résidentes incluses dans M2-M1	895	7,3	8,2	9,7
<i>Ressources résidentes incluses dans M2-M1, moyenne mobile 3 mois</i>		6,5	7,3	8,4
Titres d'OPC monétaires	282	10,1	12,2	20,4
+ Pensions	30	47,3	58,1	23,5
+ Titres de créance ≤ 2 ans	50	-18,8	-15,1	-11,2
= Ressources résidentes incluses dans M3-M2	362	7,2	10,0	15,0
<i>Ressources résidentes incluses dans M3-M2, moyenne mobile 3 mois</i>		5,0	7,5	10,7
Total des ressources résidentes incluses dans M3	2 656	14,8	15,2	17,0
<i>Total des ressources résidentes incluses dans M3, moyenne mobile 3 mois</i>		14,5	14,9	15,7
+ Engagements monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	263	5,4	8,4	15,3
- Avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	44	-20,9	-17,3	-16,0
= Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro	2 875	14,6	15,3	17,5
<i>Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro, moyenne mobile 3 mois</i>		14,3	15,1	15,8

(a) Données cvs.

Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international

Contributions à la croissance de la composante française de M3

(Taux de croissance annuel en %)



Complément

L'encours des avoirs monétaires (hors billets et pièces) est constitué de placements d'une durée inférieure ou égale à 2 ans que les agents détenteurs de monnaie (ménages, sociétés non financières, administrations publiques hors administration centrale, sociétés d'assurance, OPC non monétaires, entreprises d'investissement et organismes de titrisation, pour l'essentiel) détiennent auprès des institutions financières monétaires (établissements de crédit, sociétés de financement, Caisse des dépôts et consignations, OPC monétaires et banque centrale).

Les comptes sur livrets comprennent les livrets A, les livrets de développement durable, les comptes d'épargne logement, les livrets d'épargne populaire, les livrets jeunes et les livrets ordinaires. L'épargne réglementée est en partie centralisée au Fonds d'épargne géré par la Caisse des dépôts et consignations et ne fait ainsi que transiter par les bilans des banques. Les pensions sont des opérations d'achats temporaires de titres par la clientèle (notamment entreprises, assurances et OPC non monétaires). Les titres de créance à deux ans au plus comprennent principalement des certificats de dépôts émis par les banques françaises et souscrits par des clients qui n'ont pas la qualité d'établissement de crédit ou d'OPC monétaire.

Les taux de croissance des encours sont calculés en corrigeant les variations d'encours des effets ne résultant pas de transactions économiques, en particulier des corrections d'erreurs de classement, mais pas des effets de change.

